

# « La réforme, oui, la chienlit, non ! »

Ce mot, lancé par Pompidou en mai 1968, pourrait être retourné sans mal à ces « enragés » des « réformes structurelles » qui, barricadés dans leur palais, mettent en œuvre ce qui n'est rien d'autre qu'une liquidation de tous les acquis sociaux.

Que restera-t-il des services publics, au bout du compte, s'il n'y a pas de riposte ? Et que restera-t-il de la protection sociale ? Après la casse du contrat de travail, c'est la réforme du régime général des retraites avec le passage aux 41 annuités, c'est une possible suppression pure et simple de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), c'est l'augmentation de certaines taxes en contrepartie de paquets fiscaux pour les nantis, en passant par la remise en cause de nombreuses aides sociales, c'est la « banalisation » du livret A ou encore, autre chantier, la privatisation partielle, dans les prochains mois, d'Areva, le champion du nucléaire français... la liquidation est bien en route !

La RGPP (Réforme générale des politiques Publiques) en était le cheval de Troie. Mais, justement, le pire n'est jamais sûr : mardi 19 janvier, le premier ministre a publié une circulaire concernant la RGPP dans sa dimension territoriale qui traduit à la fois sa détermination à poursuivre la casse généralisée du Service Public et du statut de ses agents mais qui, en abandonnant la fusion des services départementaux en préfecture, traduit bel et bien un recul imposé par les mobilisations, dans plusieurs ministères, contre la liquidation des missions et des services de l'État. La fronde est partie du MEDAD<sup>(1)</sup>, ce ministère qui est un concentré de la « réforme » : la fusion de plusieurs ministères ou de bouts de ministères – équipement, écologie et maintenant énergie – devait être le laboratoire de la segmentation des services, de la mutualisation des agents et des externalisations. Face à la mobilisation des agents, notamment le 6 mars, intelligemment construite par les syndicats, mais aussi face à la résistance d'une haute administration dont la mort était annoncée, si la fusion des directions départementales de l'équipement et de l'agriculture (DDE-DDAF) se fera dans la douleur, elle ne sera pas mise sous la coupe des préfets de département. Dès lors, c'est l'ensemble du projet de fusion en préfecture, expérimenté dans le Lot qui est, momentanément, mis en échec.

Sous la neige les services publics.



PHOTO : M. MIGNEAU

Mais il n'y a pas qu'au MEEDDAT<sup>(2)</sup> (nouvel élargissement des attributions de Borloo avec l'énergie) que les choses bougent. Le 20 mars ce sont les personnels de la Culture qui ont manifesté dans plusieurs villes de France, bloquant l'entrée de musées nationaux, contre les projets concernant une réorganisation des services du ministère, notamment des musées. Le projet est de transformer les musées en « agences de service public », sortes d'établissements autonomes, ce qui signifie pour ces personnels la « prémisses d'une externalisation finale ».

Le 20 mars encore, le Syndicat de la magistrature (SM) appelait les magistrats à une journée de grève afin de protester contre « la dégradation » des conditions de travail et la « multiplication des atteintes portées ces derniers mois aux principes fondateurs de l'institution judiciaire et à son rôle spécifique de gardien des libertés individuelles ».



5 ans déjà et encore présents le 20 novembre 2007.



PHOTO : P. LECLERC

À Jeunesse et Sport – qui finalement, selon l'arbitrage de Fillon, sera regroupé en Région dans une structure « cohésion sociale », ce qui menace toute la dimension « éducation populaire » – les personnels, très inquiets pour leurs missions et leurs devenir, préparent aussi des mobilisations.

## Éparpillement et retard à l'allumage dans l'Éducation !

On ne peut que regretter que dans l'Éducation, les organisations syndicales, et d'abord les syndicats de la FSU concernés (de la maternelle à l'université, des agents aux enseignants), ne soient pas en capacité de faire ce travail d'analyse et de mobilisation. Le succès de la grève du 18 mars, qui cumulait pourtant tous les handicaps (quatrième grève de 24 h dans le seul second degré, de fait chez les seuls enseignants), a pourtant démontré ce que chacun ressent : la mobilisation est forte, la volonté de se battre réelle. Mais faute d'une analyse globale de la « réforme » en cours, faute de relier les suppressions de postes, l'explosion des heures sup et le recours massif à la précarité, la loi sur la mobilité, le rapport Pochard, le socle commun, la refonte des programmes et les bacs pro en trois ans... au projet libéral sur l'éducation, on se prive d'une compréhension globale. On en reste à des réactions sectorielles et sans perspectives. On se prive des parents et des mouvements pédagogiques pourtant disponibles. Faute d'un plan crédible de mobilisation, les grèves, les blocages d'établissements par les personnels mais aussi par les parents et les élèves, qui montrent la voie, risquent de rester isolés et ce seront des petits reculs ici ou là, de grandes défaites partout. Il est encore temps de construire avec les parents et les

PHOTO : M. MIGNEAU

élèves la riposte qui s'impose. Dans un tel scénario, la manifestation nationale en mai prendrait tout son sens.

« **Ma retraite, je veux la vivre !** »

La « concertation » avec les partenaires sociaux sur une nouvelle étape de la « réforme » des retraites va s'ouvrir. Le ministre du Travail, Xavier Bertrand organise des entretiens bilatéraux le 27 mars, afin de « recueillir les propositions » des partenaires sociaux, mais il ne s'agit pas d'une négociation devant déboucher sur un accord : le gouvernement décidera seul, *in fine*, du contenu du texte qu'il veut présenter début juillet, « avant la fin de la session parlementaire ». La réforme de 2003 prévoyait que, sauf décision contraire du gouvernement, elle devait être portée à 41 années d'ici 2012. Le gouvernement a clairement dit que ce passage était acté, même si la CGT et FO continuent de le contester. Le Medef pousse les feux et continue à demander de repousser l'âge légal de la retraite au-delà de 60 ans. Alors même que le ministre reconnaît que « le véritable enjeu, c'est que l'âge réel atteigne 60 ans ». Les mesures prises depuis 2003 pour l'emploi des seniors n'ont en effet pour l'instant pas eu l'effet escompté : la France a toujours l'un des taux d'emploi les plus faibles d'Europe pour les 55-64 ans (37,8 % en 2005). Après les manifestations de milliers de retraités le 6 mars, à l'appel de tous les syndicats, pour une revalorisation de leurs pensions, la CGT, la FSU et Solidaires appellent à des manifestations le 29 mars. Mais on voit bien que cette bataille des retraites n'est ni gagnée, ni même réellement engagée. Il nous faut donc pousser partout au débat public, en particulier en direction des jeunes générations qui commencent à intérioriser que la « répartition, de toutes les façons, ce ne sera pas pour eux ».

Si Sarkozy semble fragilisé dans l'opinion, ce qui est confirmé par les résultats des municipales, les actes du gouvernement expriment une volonté non-ébranlée de balayer ce qui a été installé depuis 1945 avec le programme du Conseil National de la Résistance. Ce que nous disions en 2007 reste vrai : « arrêter ce gouvernement nécessitera une mobilisation interprofessionnelle, un mouvement de grève qui s'inscrit dans la durée ». Alors, en mai 2008, fais ce qu'il te plaît ? ●

JEAN-MICHEL DREVON, LE 22 MARS 2008.

1) MEDAD : Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Voir l'interview ci-contre.

2) MEEDDAT : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

## TROIS QUESTIONS À... HERVÉ VULLION

# PREMIERE VICTOIRE AU MEDAD

Secrétaire général adjoint du SUP-Equip'-FSU.

### EE : Qu'est-ce qui a motivé la manifestation nationale du 6 mars ?

Hervé Vullion : Au MEDAD, les inquiétudes étaient la disparition des DDE par intégration en préfecture (RGPP) et l'absence de stratégie du ministère fusionnant Equipement, Environnement et Industrie. Faute d'une volonté politique de développer les missions pour assurer les suites du « Grenelle », chacun se sent dans un ministère fantôme. En particulier les services ex-Equipement restent sans missions redéfinies après le transfert de 35 000 agents aux conseils généraux. Enfin, la RGPP plane comme une menace sur les statuts, les carrières.

FO et CGT ont appelé unilatéralement à manifester le 6 mars. La FSU du MEDAD (SNE et SUP-Equip') a décidé de s'y associer et une intersyndicale s'est reconstituée, rejointe par la CFDT. Il s'agissait de rassembler un maximum de monde dans les rues de Paris. D'où les dispositions prises pour financer des dizaines de cars venant de toute la France. La manifestation du 6 mars a réuni 10 000 personnes et des délégations ont été reçues par les cabinets de MM. Borloo et Fillon. Nous avons obtenu un arbitrage présidentiel : le ministère gardera ses services sans les intégrer en préfecture.

### EE : Quelles sont aujourd'hui, pour vous, les principales menaces ?

HV : M. Borloo déclare vouloir garder les services interdépartementaux (routes et voies navigables) sans les passer en agence ou EPIC. Il affirme son refus d'une agence de la biodiversité et tient des propos rassurants sur le permis de construire et l'examen du permis de conduire (qui resterait dans un cadre public), l'ingénierie publique, le réseau scientifique et technique. Mais que valent des souhaits non validés par l'Elysée ?

Mais le discours de Matignon, « La RGPP est un très bon outil pour supprimer des emplois, objectif prioritaire du Président », reste d'actua-



PHOTO : D.R.

lité. La fusion accélérée DDE-DDAF ne tient pas compte des difficultés vécues dans les huit départements expérimentaux. La fusion des directions régionales (Equipement - DRE, Environnement - DIREN et Industrie - DRIRE<sup>(1)</sup>) inquiète les agents des DIREN qui craignent l'abandon de la protection de la nature noyée dans une vaste structure dominée par l'ex-Equipement.

### EE : Et maintenant ?

HV : Aujourd'hui, notre mobilisation a permis d'éviter certains transferts au privé, mais demain tout est possible, si nous ne restons pas vigilants... Le SUP-Equip'-FSU prend acte des engagements du ministre d'État sur plusieurs sujets importants. Mais, en l'absence d'arbitrage clair entre les différents niveaux décisionnels (MEDAD, Premier ministre et ministre de l'intérieur pour la RGPP), l'avenir de services comptant des milliers d'agents, mobilisés pour leur avenir à court terme, reste inquiétant. C'est pourquoi nous appelons à poursuivre dans tous les services la mobilisation la plus unitaire, avec des temps forts nationaux, pour assurer un niveau de service public répondant aux besoins de la population, que ce soit dans les missions actuelles ou nouvelles en aménagement, logement et environnement. ●

1) DDE : Direction départementale de l'équipement.

DDAF : Direction départementale de l'Agriculture et de la Forêt.

DRE : Direction régionale de l'équipement.

DIREN : Direction régionale de l'environnement.

DRIRE : Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement.